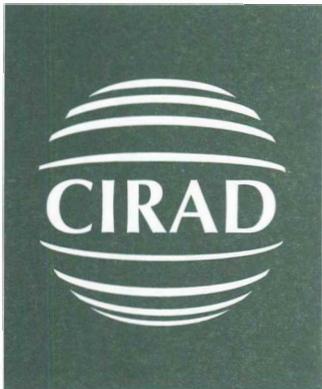

Département des systèmes
agroalimentaires et ruraux
CIRAD-SAR



**APPUI A L'AGRICULTURE FAMILIALE EN
AFRIQUE DU SUD**

Quelques pistes de coopération

**Rapport de mission en République D'Afrique du Sud
du 3 au 12 juin 1996**

**Ph. BONNAL (Agro-économiste)
P. KLEENE (Socio-économiste)
Juin 1996**

CIRAD-SAR n°107/96

A large, horizontal, yellow brushstroke is located at the bottom of the page, extending across most of the width. It has a soft, painterly appearance with varying shades of yellow and some darker edges, suggesting it was created with a brush or a soft-edged digital tool.

APPUI A L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DU SUD

Quelques pistes de coopération

**Rapport de mission en République D'Afrique du Sud
du 3 au 12 juin 1996**

**Ph. BONNAL (Agro-économiste)
P. KLEENE (Socio-économiste)
Juin 1996**

CIRAD-SAR n°107/96

RESUME

Cette mission, réalisée pour le compte de la DRE, avait deux objectifs : répondre à l'invitation de l'institution de recherche sud-africaine (ARC : Agriculture Research Council) pour participer à deux séminaires (modélisation, et définition d'un programme de recherche Développement appliqué à la petite agriculture) et identifier des actions de coopération potentielles entre le CIRAD et différents partenaires de la recherche, du développement et du secteur bancaire. Les principales discussions ont porté sur le projet de l'ARC d'implanter un centre de recherche et de formation pour la petite agriculture à UMTHIZA (Province de l'Eastern Cap), le projet national sur les systèmes financiers ruraux du DBSA (Development Bank of Southern Africa), le projet "Lichinga" élaboré par la New Technology Development, société privée basée à Pretoria, le projet Nkomazi dans le Mpumalanga du MDC (Mpumalanga Development Council) appuyé financièrement par la CFD (Caisse française de Développement), la coopération avec le CSIR (Council for Scientific and Industrial Research). Parmi ces opérations, le projet Umthiza représente la perspective la plus concrète de coopération.

SIGLES UTILISÉS

ARC	Agricultural Research Council
ARDRI	Agricultural and Rural Development Institute
BM	Banque Mondiale
CFD	Caisse Française de Développement
CIRAD	Centre de Coopération Internationale de Recherche Agronomique pour le Développement
CNEARC	Centre National d'Etudes Agronomiques en Régions Chaudes
CSIR	Council for Scientific and Industrial Research
DBSA	Development Bank of Southern Africa
DG	Direction Générale du CIRAD
DIR	Direction du CIRAD-SAR
DS	Direction Scientifique du CIRAD-SAR
DLO-NEI	Institut d'Economie Rurale (Pays-Bas)
DRE	Direction des Relations Extérieures du CIRAD
ESRU	Unité de Recherche Economie des Systèmes Ruraux du CIRAD-SAR
FED	Fond Européen de Développement
FLHOR	Département des Cultures Fruitières et Horticoles du CIRAD
GAM	Unité de Recherche Géographie Agronomie et Mécanisation du CIRAD-SAR
GERE	Programme Gestion des Exploitations Agricoles et des Espaces Ruraux du CIRAD-SAR
INRA	Institut National de Recherche Agronomique (France)
MAE	Ministère des Affaires Etrangères (France)
MDC	Mpumalanga Development Council
NdoA	National Department of Agriculture
NTD	New Technology Development
RAS	République d'Afrique du Sud
RDP	Reconstruction and Development Program
SAD	Département Systèmes Agraires et Développement de l'INRA
SADRU	Southern Africa Labour and Development Research Unit (rattachée à l'Université de Cape Town)
SACADA	South African Chamber for Agricultural Development in Africa
SAR	Département Systèmes Agro-alimentaires et Ruraux du CIRAD
SASA	South African Sugar Association
SODF	Small Growers Development Trust
TECHNO	Unité de Recherche en Technologie Agroalimentaire du CIRAD-SAR
TSB	Transvaal Suiker Beperk
UE	Union Européenne
URPA	Unité de Recherche Prospectives et Politiques Agricoles du CIRAD

SOMMAIRE

1. Observations liminaires et résumé des actions à entreprendre

2. Observations générales (d'importance pour le CIRAD)

3. Le projet Umthiza

- 3.1. Description du projet
- 3.2. Les atouts du projet
- 3.3. Les zones d'ombre
- 3.4. Les propositions faites à nos partenaires de l'ARC

4. Le projet Crédit (DBSA / CIRAD-SAR)

- 4.1. La situation du dossier
- 4.2. Le financement

5. Le projet Lichinga (Province de Niassa, Mozambique)

- 5.1. Description du projet
- 5.2. Implication de la coopération française
- 5.3. Avancement

6. Le projet Nkomazi

- 6.1. La description du projet
- 6.2. La mise en oeuvre
- 6.3. Diversification et encadrement agricole
- 6.4. Observations

ANNEXES

- 1. Calendrier de mission
- 2. Personnes rencontrées
- 3. Documents collectés
- 4. Organigramme du Department of agriculture
- 5. Article du Citizen du 03/06/96 sur le projet Lichinga

1. Observations liminaires et résumé des actions à entreprendre

A l'occasion de l'invitation par l'ARC (Agricultural Research Council) pour assister à deux ateliers en RAS (République d'Afrique du Sud), l'une sur la modélisation, l'autre sur le Projet UMTHIZA, une délégation française composée de 4 personnes de l'INRA et 4 du CIRAD a pu se rendre dans ce pays pour renforcer la collaboration avec l'ARC et pour prospecter de nouvelles possibilités de coopération en RAS notamment dans le domaine de la Recherche-Développement concernant les petites exploitations agricoles (celles des noirs).

Cette mission a été réalisée pour le compte de la DRE du CIRAD.

Le séminaire sur la modélisation de Stellenbosch (du 3 au 4 juin) a fait l'objet d'un rapport de mission distinct rédigé par Michel Benoit-Cattin et Daniel Deybe de l'URPA. Les perspectives de collaborations futures dans ce domaine concerneront essentiellement cette U.R.

Le tableau 1 regroupe les principales conclusions de la mission en termes **d'actions à entreprendre**, leur numérotation est celle des parties du rapport traitant du même sujet.

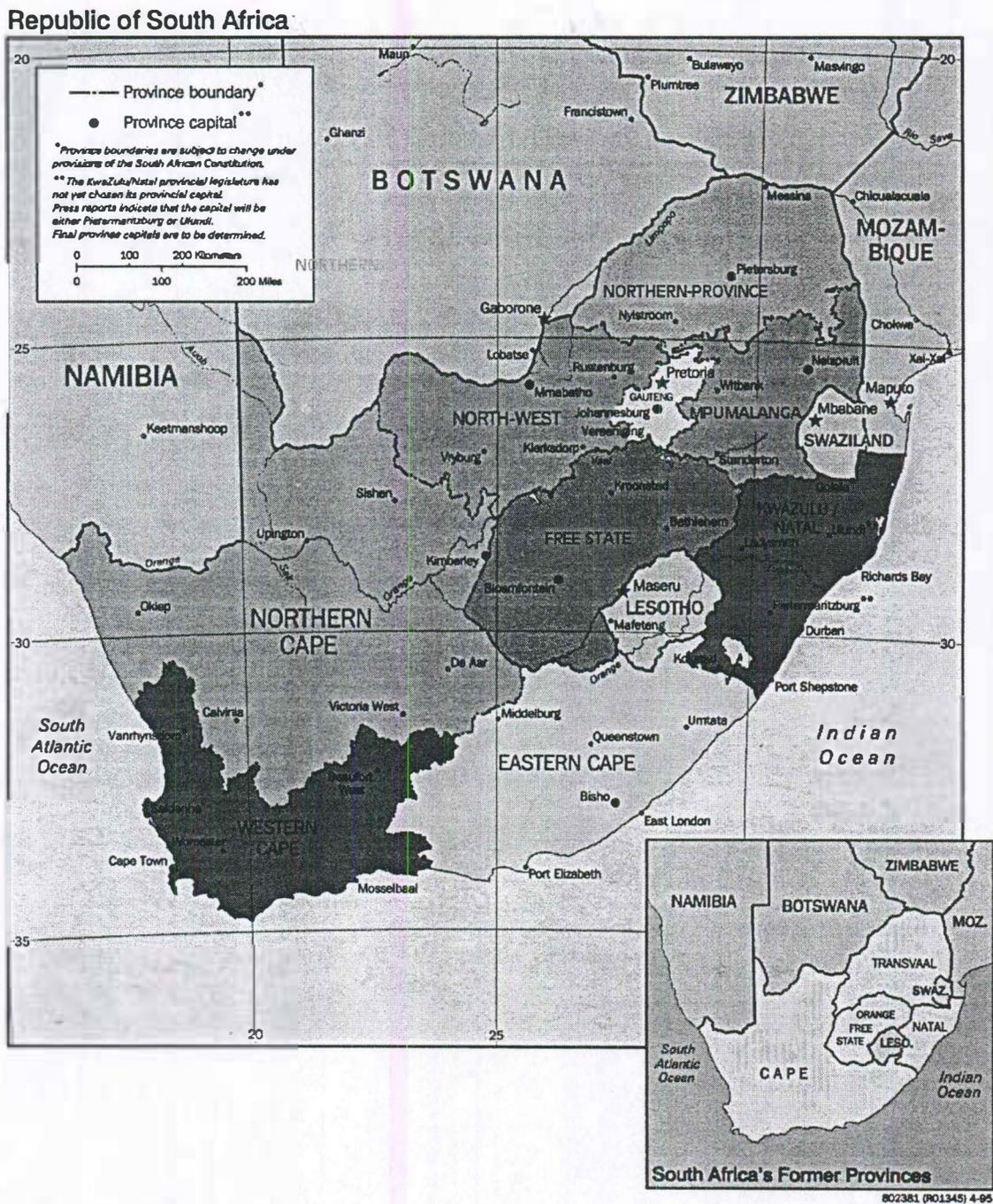
Nous avons essayé de mettre l'accent sur l'identification d'activités pouvant aboutir à courte échéance. Même si celles-ci ont une ambition encore modeste, leur réalisation permettrait d'ouvrir la porte à des actions de plus grande envergure, pour lesquelles l'obtention de financements demandera de toute façon des délais au moins de 1 à 2 ans ; 4 activités sont susceptibles d'être réalisées à court terme. Il s'agit des activités n° 3a / b, 4, 5 et 6.

Une version résumée de ce rapport sera rédigée en anglais, et adressée à nos interlocuteurs sud-africains.

TABLEAU 1 : PROPOSITIONS D'ACTIIONS A ENTREPRENDRE (SUITE MISSION BONNAL/KLEENE en RAS)

N° (=partie du rapport)	OBJET	ACTIIONS A ENTREPRENDRE	RESPONSABLES
	R-D dans le KWAZULU-NATAL (réf. Mission LE GAL, août 95) CIRAD-SAR / INR (Erskine)	Dés que la situation politique se stabilise, relancer le projet	P. Y. LE GAL (GAM)
3	Projet de recherche collaboration dans le cadre du Projet Umthiza (Eastern Cape Province) : ARC (+ partenaires) CIRAD-SAR (+ partenaires : INRA-SAD ; DLO-LEI).	<p>a) Demander 2 missions d'appui de 2 semaines à MAE (+ 1 voyage d'étude au Brésil + 1 atelier en France), sur budget 1997, avant le départ de M. De MARES en congé. Ce dernier semble être disposé, mais risque de déception très grande (coupures budgétaires sévères à prévoir).</p> <p>b) Entamer parallèlement démarches auprès CIRAD/DS ou DRE pour obtention crédits pour recherches incitatives, sauver au moins les 2 missions d'appui.</p> <p>c) Préparation dossier DG XII (avec INRA-SAD, DLO-LEI, Pays-Bas)</p> <p>d) Préparer visite W. BURGER / J. CARSTENS aux P-B/ France, en septembre 1996 (résumé rapport de mission en anglais)</p>	<p>ESRU / J.P. LOYER</p> <p>ESRU et DIR</p> <p>GERE et ESRU</p> <p>DS avec GERE et ESRU / J.P. LOYER</p>
4	Projet Crédit (poursuite collaboration DBSA/CIRAD-SAR, sur financement MAE / CFD.	<p>a) Rappeler DBSA (M. COETZEE). Faire la demande à la CFD pour participation 2 experts crédit du SAR ("K. ELLSASSER" + G. N'GUYEN / B. WAMPFLER) à l'atelier d'août 1996.</p> <p>b) Suivre prise en charge par CFD pour MAE (De MONES), qui n'a plus rien sur budget 1996... éviter solution préfinancement CIRAD.</p> <p>c) Permettre aux deux experts crédit de rester quelques jours de plus pour suivi dossiers en cours.</p>	<p>J.P. LOYER</p> <p>J.P. LOYER</p> <p>DIR</p>
5	"Projet LICHINGA" (Province du NIASA, Mozambique), sur financement CFD (leader CIRAD-FLHOR).	Suivre de près CFD pour obtention missions	FLHOR : leader
6	Appui du CIRAD-SAR dans le cadre du Projet Eastern Mputanga Province (DBSA / CFD / MCD), sur financement CFD.	Rédaction définitive des termes de référence d'une première mission d'identification de 3 semaines à proposer à la CFD (L. Humbert). Suivi du dossier auprès CFD-Paris	<p>ESRU</p> <p>DIR</p>
7	Possibilités de collaboration avec le CSIR	<p>a) Préparation projets tripartites en Afrique australe (Mozambique, Madagascar, autres).</p> <p>b) Préparation de rencontre à Montpellier ; DUTOIT / LOYER 09/96.</p> <p>c) Visite Mme J. Webster (7/96).</p>	<p>DG-CIRAD</p> <p>12/7 TECHINO; 9/96 DIR-SAR.</p>

Carte N° 1 : Organisation provinciale actuelle de la République d'Afrique du Sud

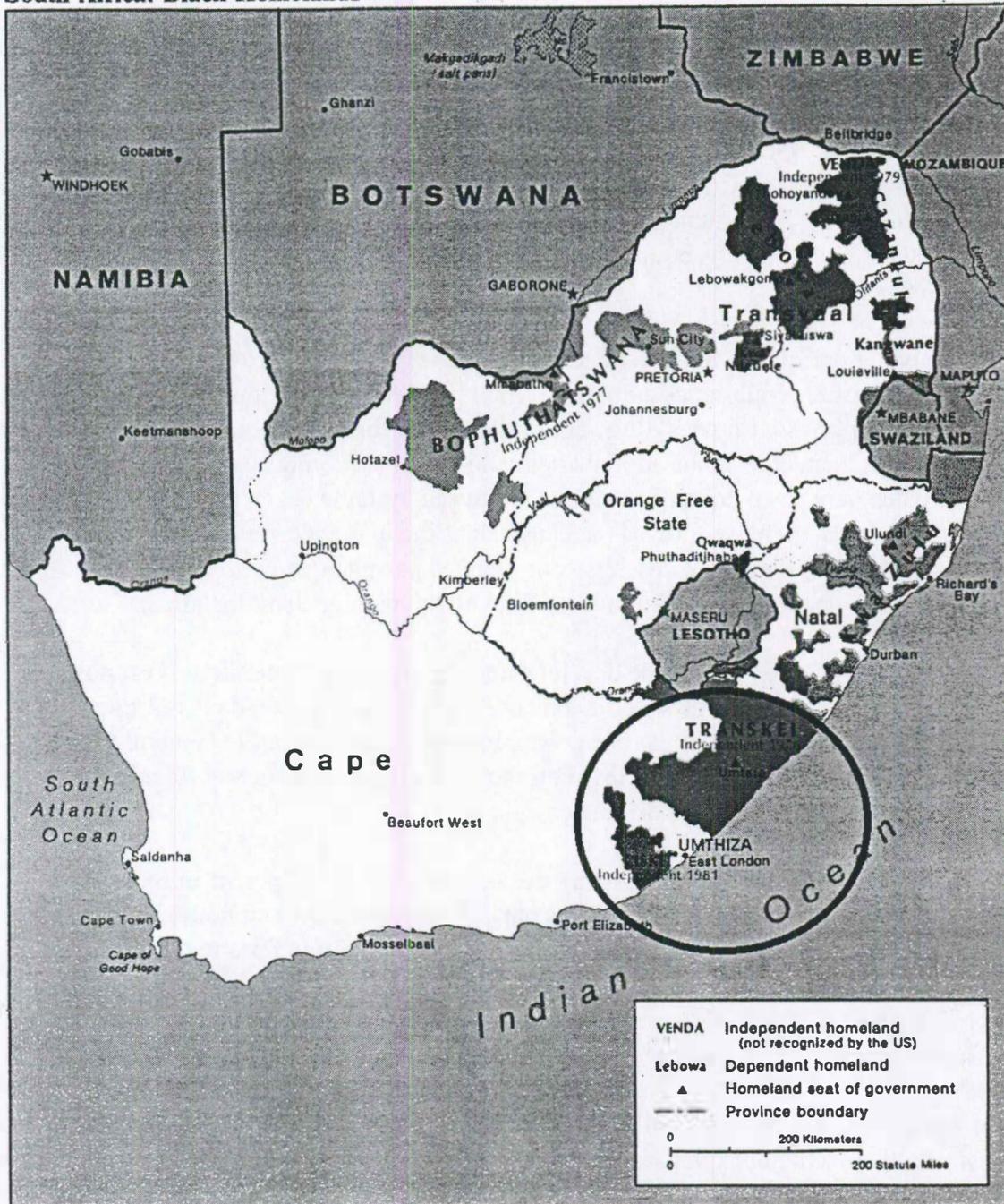


2. Observations générales (d'importance pour le CIRAD)

- i. A partir du 1er juillet 1996, le nouveau Ministre de l'Agriculture et de la Réforme Agraire sera M Dereck A. HANEKOM jusqu'ici Minister of Land Affairs. M. HANEKOM, afrikaner, membre de l'ANC, ex-prisonnier politique, est considéré comme un homme fort, compétent, et capable de mener d'importantes réformes auxquelles on s'attend depuis longtemps, notamment en matière d'attribution de droits fonciers aux paysans noirs.
- ii. Après le départ de la Partie Nationale de la coalition gouvernementale, on s'attend à un recentrage de la politique gouvernementale autour du programme de l'ANC, ainsi qu'une emprise plus forte des noirs dans la direction des affaires du pays. Dans le domaine de l'agriculture, le National Department of Agriculture (NDoA), ou des structures comme l'Agricultural Research Council (ARC), et le Development Bank of Southern Africa (DBSA) sont encore très fortement dominées par des afrikaners, on s'attend à des nouvelles nominations, toutefois sans bouleversements majeurs pour ne pas effrayer l'opinion publique parmi les boers.
- iii. "La Nouvelle Afrique du Sud", est une République répartie en 9 Provinces, dans lesquelles les ex-bantoustans et républiques autonomes (non reconnues) ont trouvé leur place (cf. Carte N° 1). Ces provinces sont dotées d'une autonomie assez forte, elles ont chacune une assemblée démocratiquement élue et une administration décentralisée. Suite aux élections provinciales et municipales, tenues en novembre 1995, le nouveau système est en place, mais ne fonctionne pas encore très bien, semble-t-il à cause de l'inexpérience de beaucoup des nouveaux responsables. De nombreux dossiers sont bloqués par manque de décision, on estime qu'il faille compter encore 2 ans avant qu'une nouvelle dynamique soit installée.
- iv. Le rôle de la DBSA en matière de développement rural est en discussion. Il est possible qu'un nouvel organisme soit chargé spécifiquement du développement (et de la réforme agraire ?) en faveur des petites exploitations (des noirs). Interrogé sur ce sujet, le Général Manager Deon Richter, nous a déclaré que la DBSA compte assumer pleinement son rôle dans ce domaine, jusqu'au jour où elle en serait dessaisie.
- v. Au niveau des provinces, la plupart des anciennes "development corporations" ont été dissoutes. Dans certaines Provinces, elles ont été regroupées sous un nouveau nom, comme au Mpumalanga (ex Eastern TRANSVAAL). Considérées comme faisant partie des instruments de l'apartheid, elles souffrent d'une mauvaise image, et ont perdu tout soutien financier du gouvernement central (elles étaient subventionnées jusqu'à 70 %). Désormais elles dépendent de financements acquis localement auprès des administrations ou du secteur privé.
- vi. Les premiers rapports entre la DBSA et la B.M (en 1992) ont été très mauvais. La situation s'est nettement améliorée, notamment après des séjours de formation de 6 mois à Washington D.C, des principaux responsables de la DBSA. Pour l'instant, et contrairement à ce qui se passe dans les autres pays africains, il n'est pas (encore ?) question d'un PNVA/PNRA sur financement B.M. Toutefois on annonce des restructurations importantes de l'ARC, du NDoA et des "Departements of Agriculture" dans les Provinces afin de les rendre efficaces et capables de servir les "small farmers development programs".

Carte N° 2 : Situation de la zone du projet UMTHIZA par rapport aux anciens bantoustans

South Africa: Black Homelands



- vii. Le climat d'instabilité et d'insécurité persiste dans la Province de Kwazulu-Natal, ce qui rend difficile toute intervention du CIRAD pour l'instant. Afin de rendre le grand pôle d'activité économique de la région de Johannesburg moins dépendant des ports du Kwazulu-Natal, la RAS a accordé une aide très importante à la réhabilitation du port de Maputo (qui sera opérationnel fin 96) et améliore rapidement les connections routières et ferroviaires de la zone du "couloir" avec le Mozambique (voir carte).

3. LE PROJET UMTHIZA

3.1 Description du projet

Avec les réformes administratives et politiques récentes, notamment celles qui ont annulé les bantoustans, la RAS s'attache à définir les modalités de l'intégration des populations noires. Pour contribuer à ce mouvement, le projet Umthiza, pluri-institutionnel, dirigé par l'ARC (Agriculture Research Council) est de créer un centre de formation et de développement dans les environs de East London, Province de l'Eastern Cape. Ce projet se propose "d'équiper et de former des agriculteurs pour qu'ils puissent développer des exploitations viables et durables".

Le choix du site présente de nombreux avantages : disposition d'une infrastructure complète de bonne qualité (ancienne station de recherche, désaffectée après la crise de l'ananas), proximité des populations de homelands (Ciskei et Transkei) (cf. Carte N° 2), proximité de la plus grande université noire de la RSA : l'Université de Fort Hare, située à Bisho (70 Km de East London) ancienne capitale du Ciskei et nouvelle capitale de l'Eastern Cape.

Le Projet est pluri-institutionnel, son montage est toujours en cours de négociation, les principaux partenaires sont l'ARC, Le Département Provincial de l'Agriculture (PDoA) et les universités de Fort Hare et sans doute du Transkei et notamment l'ARDRI (Agricultural and Rural Development Institute), ONG rattachée à l'Université de Fort Hare, chargée de l'appui au développement. L'intégration d'autres ONG est souhaitée et l'appui d'institutions étrangères est recherché (CIRAD, INRA et DLO). La figure juridique du centre est celle d'une association sans but lucratif. Le financement devrait être en partie assuré par la Standard Bank (East London).

Le responsable du projet est le Dr. Willie Burger (ARC), il sera secondé par l'Executive Secretary du Département de l'Agriculture Provincial (M. Zola Gabeda) et le représentant des autorités provinciales (M. Felix Hobson).

Le Projet Umthiza est un projet intégré, ses activités de développement porteront sur les secteurs de l'agriculture et la forêt, sur le développement communautaire (infrastructures), sur l'éducation et la formation professionnelle et sur le tourisme ; différents services d'appui sont prévus, notamment sur la gestion des exploitations, sur l'analyse des marchés et sur le financement.

L'objectif étant de promouvoir un processus de développement durable, le cadre méthodologique général retenu est celui du Farming System Research and Development mis en oeuvre par des équipes pluridisciplinaires. En ce qui concerne les activités agricoles, les chercheurs engagés dans cette opération sont, outre W. Burger et sa petite équipe de jeunes chercheurs, des spécialistes appartenant aux différents instituts techniques de l'ARC. Leur participation se fera soit de façon continue dans le cadre de programmes thématiques, soit à la demande sur des approches systémiques.

Les activités programmées sont typiques d'une approche Recherche - Action : identification des besoins, cours professionnalisant, expérimentation en exploitations agricoles, expérimentation en station (modules techniques, systèmes expérimentaux), diffusion d'innovations. Cependant, le calendrier de la mise en place du projet et des activités est extrêmement serré : le montage du projet doit être terminé en décembre 96, les premiers cours devraient démarrer en cours du troisième trimestre 96 et les activités d'expérimentation débuteraient durant le premier trimestre 97.

3. 2 Les atouts du projet

- compétence de l'équipe technique mobilisée et qualité du référentiel technique,
- localisation de la zone,
- qualité des infrastructures : station de 800 ha équipée d'infrastructures d'excellente qualité,
- montage pluri-institutionnel associant des partenaires de la Recherche, du Développement et de l'Enseignement,
- projet intégré susceptible d'initier un processus de développement local

3. 3 Les zones d'ombre

- Le montage financier n'est pas encore terminé.
- L'équipe de terrain n'est pas encore constituée et l'animateur (W. Burger) est basé à Pretoria.
- L'intégration pluri-institutionnelle n'est pas encore totalement assurée, des positions parfois divergentes, notamment entre l'ARC et le PDoA restent à rapprocher.
- L'équipe de recherche n'a pas d'expérience en matière de recherche système et de recherche action,
- Les techniciens et chercheurs, qui pour leur grande majorité sont des blancs, n'ont pratiquement aucune connaissance de l'agriculture noire. Il s'agit essentiellement pour eux de substituer cette agriculture jugée inefficace par celle qu'ils jugent la plus apte à répondre aux besoins du marché, à assurer de meilleures conditions de vie aux populations concernées et à respecter l'environnement. On est amené à s'interroger sur la pertinence de ces propositions et sur la réaction des agriculteurs.
- La population visée par cette opération est dans l'état actuel des choses, soit la population périurbaine, concentrée illégalement sur des terrains privés ou publics dans l'attente d'une opportunité d'emploi, soit les habitants des homelands qui développent des activités agricoles de subsistance à partir de très petites unités de production. Dans les deux cas, la vocation agricole est peu affirmée, les activités des familles relèvent davantage du jardinage que de l'agriculture. La transition de cette forme de production à celle d'exploitations commerciales ne semble *a priori* pas évidente.
- La redistribution de terres qui serait une des conditions d'émergence de petites exploitations agricoles est un thème actuellement sensible, il ne semblerait pas qu'elle doive être décidée à court terme.

3.4 Les propositions faites à nos partenaires de l'ARC

En conclusion de nos observations et discussions sur le projet d'Umthiza, nous sommes d'avis qu'un appui du CIRAD et plus particulièrement du SAR (du moins à moyen terme) pourrait être apporté. Cet avis est partagé par nos collègues de l'INRA-SAD et du DLO-LEI. Les appuis de ces diverses institutions pourraient être faits de façon concertée pour éviter les tiraillements, double-emplois ou contradictions. Cet effort coordonné est inspiré aussi par le fait qu'aucun des 3 organismes n'est supposé pouvoir investir seul des sommes importantes dans cet appui sans soutien financier extérieur, une collaboration mise en place dès le début de l'opération facilitera les tentatives de recherche de financement notamment auprès de l'UE.

Cependant, compte tenu des zones d'ombre encore importantes qui pèsent sur cette opération, il nous semble opportun que cet appui reste relativement modeste dans un premier temps ; il pourra s'intensifier ensuite, selon des modalités qui restent à préciser, au fur et à mesure de l'évolution du projet.

i. Domaines de coopération scientifique entre le projet Umthiza, représenté par l'ARC, et les partenaires européens (CIRAD-SAR, INRA-SAD et DLO-LEI).

- Etudes de prospection, d'identification de groupes-cibles, de diagnostic et de détermination de potentialités et de besoins dans les zones d'intervention du projet (classées par ordre de priorité):

- (a) la zone urbaine et semi-urbaine autour de l'ancienne station d'Umthiza, notamment celle de West Bank (faisant partie de la municipalité de East London),
- (b) les communautés installées dans l'ancien Ciskei et Transkei,
- (c) les autres communautés installées en zone rurale ou périurbaine faisant partie de la Province de Eastern Cape.

L'appui apporté quant à la réalisation de ces études portera sur les aspects de programmation, de méthodologie et de valorisation des résultats sous forme d'activités de formation (sur le terrain et au centre), de suivi sur le terrain et d'évaluation. Une attention particulière sera donnée à la traduction des résultats de recherche en termes de programmation et d'amélioration de l'approche du projet. Ainsi, les partenaires européens participeront activement aux réflexions sur la stratégie du projet et cela dans tous les domaines.

- Echanges méthodologiques

Les missions d'appui qu'il convient de prévoir seront renforcées par :

- (a) des visites d'études des partenaires sud-africains, notamment au Brésil auprès des opérations sur lesquelles nous sommes engagées dans les Cerrados et le Nordeste, choix justifié par l'existence de nombreuses convergences entre ces diverses situations.
- (b) l'organisation d'un atelier de travail, qui pourrait se tenir en France (proposition conjointe de l'INRA-SAD et du CIRAD-SAR) ; le but de cette réunion serait de

sensibiliser les chercheurs thématiques de l'ARC à la Recherche Système en renforçant les références scientifiques et en analysant des situations de terrains.

- La recherche en commun de financements

Outre une démarche auprès de l'UE (DG XII) dans laquelle l'ARC, si besoin en était, pourrait associer comme partenaire le Zimbabwe, nous avons signalé à l'ARC la possibilité de solliciter un financement FED auprès de la Délégation de la Commission Européenne en Afrique du Sud.

ii. Modalités d'intervention (1997 - 1998)

- Nous proposons que les études signalées antérieurement soient réalisées par des jeunes ingénieurs du CNEARC en fin de formation (ou autres institutions de formation post-universitaire) en binôme avec des étudiants sud-africains, notamment de l'université de Fort Hare. L'encadrement de ces étudiants serait assuré d'une part en France en les accueillant dans nos unités de recherche et d'autre part sur le terrain lors des missions d'appui.

Deux missions annuelles de 15 jours seraient nécessaires pour le suivi des étudiants ainsi que notre participation aux ateliers ad hoc du projet.

- De la part de l'ARC et de ses partenaires sud-africains, il sera nécessaire de prévoir que :

• une équipe, constituée d'au moins 3 personnes soit formée à l'approche système, et qu'elle soit affectée à Umthiza y compris le responsable senior de l'ARC,

• le projet se mette en place avec un minimum de structure d'accueil et de moyens de travail (ne serait-ce que les moyens de transport).

Notre appui en matière de formation de l'équipe pourrait s'étendre aux jeunes chercheurs et aux chercheurs thématiques participant à temps partiel au projet.

iii. Le financement

- les missions d'appui (100 KF) : demande à formuler au MAE pour prise en charge totale ou partielle, compte tenu des difficultés de financement sur fonds propres du CIRAD-SAR,

- les voyages d'étude et les ateliers de travail (100 KF) : demande à formuler au MAE.

Compte tenu des calendriers de mise en place des activités à Umthiza et de l'organisation des stages au CNEARC, les premières études pourraient commencer en avril 1997. Cependant, certains travaux sur l'agriculture urbaine et périurbaine pourraient être initiés avec l'appui des chercheurs sud-africains les plus engagés sur le thème.

Les représentants de l'ARC sont convaincus de la nécessité de créer une équipe et il serait fort souhaitable que la Présidence de l'ARC confirme M.W.Burger dans son poste de chef du projet en l'affectant à Umthiza/East London.

La possibilité d'affectation d'un post-doc (CIRAD-SAR) n'a pas été abordée, mais mérite d'être étudiée.

Actions à entreprendre : Voir tableau 1

4. PROJET CREDIT (DBSA / CIRAD-SAR)

4.1. Situation du dossier

Nous avons eu des échanges avec la DBSA (M. G.Coetzee) ainsi qu'avec la CFD (M. L. Humbert) et le MAE (M. De Mones) au sujet des appuis du SAR en matière de systèmes de crédits décentralisés. M. Coetzee nous a expliqué comment il compte réintégrer les recommandations de la mission K. Ellsasser / G. Nguyen dans le rapport final de la "Commission of Inquiry into the provision of rural financial services (Strauss Commission)" dont il assure le secrétariat. Le rapport intérimaire de cette commission présidentielle (du 7.03.96) a été accompagné d'un rapport minoritaire, ce qui a obligé la commission de revoir ces travaux sur 5 points, touchant notamment au problème de la décentralisation des systèmes de crédit. Une partie des recommandations KE/GN, dont le rapport a un statut "d'étude DBSA" trouveront ainsi leur place dans le rapport complémentaire, qui sera présenté fin juin, avant la rédaction du rapport définitif.

Gerhard Coetzee est d'avis que les compétences de l'équipe crédit de l'Université d'Ohio ont été utiles pour la conception d'un nouveau système de crédit, de suivi, et d'évaluation, et que l'Afrique du Sud aura besoin des compétences comme celles du SAR, pour la mise en place effective de systèmes décentralisés. Il a exprimé plus d'une fois son appréciation pour la mission KE/GN, et son souhait de pouvoir mobiliser l'expertise française, notamment dans la phase suivante, celle de la mise en exécution. C'est pourquoi il souhaite vivement la participation d'au moins K. Ellsasser lui-même, sinon deux personnes de l'équipe crédit du SAR à l'atelier que la DBSA organise en août 1996. L'objet de cet atelier est de présenter le rapport final de la Commission Strauss au public et à la presse, et de préparer la phase d'application.

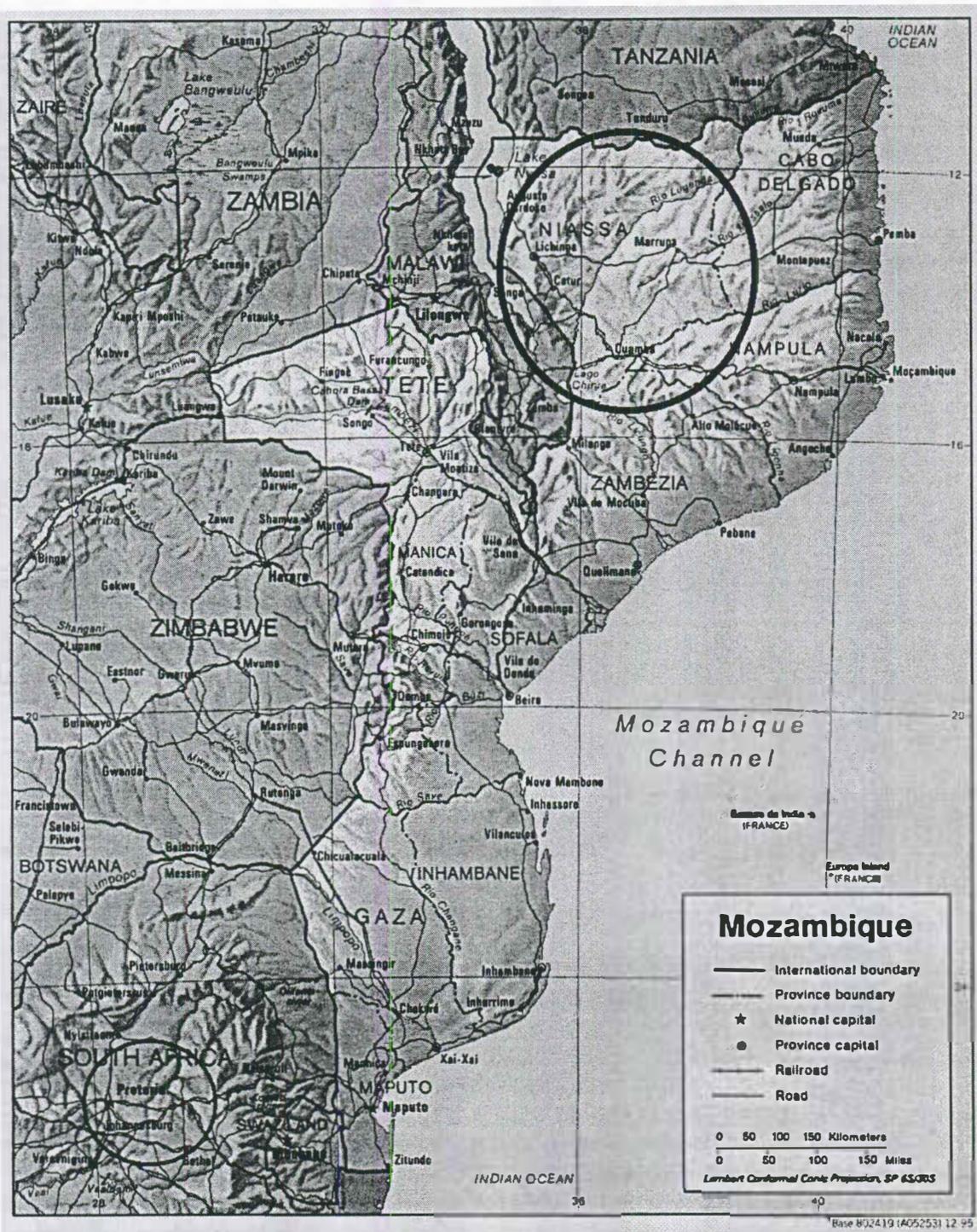
N.B. Signalons également que lors de nos échanges avec M. Masiphula MBONGWA, Chief Director Programmes and Information at the National Department of Agriculture (et bras droit de Mrs. B. NJOBE-MBULI, Deputy Dir-Gen) ce dernier a souligné son intérêt pour les systèmes de financement ruraux décentralisés.

4.2. Financement

(Réf. Réunion du 11.06 avec L. HUMERT, CFD, et J. DE MONES, Conseiller Culturel MAE)

Suite aux restrictions budgétaires de 1996, le MAE a reporté la dotation pour la deuxième mission crédit sur l'exercice 1997. Il n'y a donc aucune disponibilité pour la participation de 2 personnes du SAR à l'atelier d'août.

Carte N° 3 : Situation des zones d'intervention au Mozambique et d'organisation en RAS du projet Lichinga (NDT)



Solution proposée :

- (1). La CFD viendra en aide au MAE (préfinancement sur budget MAE-97 ?, autrement ?) ;
- (2). Le CIRAD préfinance la mission. Il est évident que seule la première solution peut être retenue.

Actions à entreprendre : Voir tableau 1

5. LE PROJET LICHINGA (Province de NIASSA, Mozambique, carte N°4)

5.1. Description de l'opération

En nous référant à la note UCIST/96/592 de J.F GIOVANETTI du 20/05/96, nous avons profité de notre mission pour obtenir plus de renseignements sur le projet LICHINGA, pour lequel CIRAD-FLHOR est le leader désigné.

Le projet Lichinga est un projet étonnant, il associe une initiative privée de quelques familles sud-africaines autour d'un projet agro-industriel et une opération de développement rural.

Quelques entrepreneurs sud-africains de Pretoria projettent d'installer un complexe agro-industriel dans la province de Niassa dans le nord du Mozambique (cf. Carte N° 3). Il s'agit de démarrer une production intensive de jus de mangue, commercialisée en Afrique du Sud (Johannesburg), à partir des vergers existants installés lorsque la région avait une vocation fruitière, cherchant en cela à valoriser les ressources disponibles d'une région dont la situation sociale et économique s'est fortement dégradée depuis le début de la guerre.

La production sera assurée par l'installation de migrants sud-africains et l'encadrement des producteurs autochtones par ceux-ci. Une usine de transformation des fruits serait installée ainsi qu'un centre de formation professionnelle des agriculteurs concernant des métiers très divers (utilisation du bois, mécanique, construction, technologie agro-alimentaire, etc.), un poste de santé, une école d'enseignement général, une production de plants. Compte tenu du mauvais état des infrastructures, il est également envisagé d'améliorer les routes et de mettre en place un service de communication téléphonique permettant d'avoir accès aux services des réseaux de télé-communication sud-africains lesquels sont particulièrement performants (télé-médecine, enseignement par correspondance, informations économiques par produit, informations techniques, etc.).

Les instigateurs du projet sont dix sud-africains, dont plusieurs travaillent dans le réseau de communication du gouvernement (govnet). Pour mettre le projet en oeuvre, ils ont créé une entreprise la *New Technology Development (cc¹)*. Sur ces dix personnes, six migreront au Mozambique, les 4 autres (avocat, expert comptable, etc.) se chargeront à distance des tâches de gestion en correspondance avec leur formation. Parmi les migrants, trois s'installeront comme producteurs, les trois autres se chargeront de l'usine, du transport des produits et du centre de formation.

cc : closed corporation, nombre de sociétaires limité, responsabilité nominative

Cette première installation de producteurs sud-africains devrait donner lieu à une migration plus importante, les organisateurs estiment que 100 à 250 familles pourraient ainsi s'installer sur quelques 100.000 à 250.000 ha. Il s'agit donc là d'une opération d'envergure, non tant par le nombre de migrants mais bien par l'importance de son emprise sur le territoire mozambicain.

Les conditions édapho-climatiques ont été estimées très favorables pour mener à bien cette entreprise. Il en est de même du régime foncier, la terre, appartenant à l'Etat, serait laissée en baux longue durée (50 ans) à des tarifs extrêmement bas, 0.66 Rands / Ha / an (soit 0.70 F).

Un contrat est actuellement négocié avec les autorités mozambicaines sur 2000 ha, sur lesquels seront installés une unité de production, les infrastructures de transformation des fruits et les locaux du centre de formation (cf. Infra).

Plusieurs institutions sont en jeu, outre la New Technology Development, interviennent la SACADA (South African Chamber for Agricultural Development in Africa), organisation professionnelle dont l'objet est de faciliter l'installation de migrants Sud-africains dans les pays de la région et la MOÇAGLIES (?), organisation gouvernementale mozambicaine habilitée à délivrer des permis d'installation sur le territoire national.

Ce projet fait référence à un accord général signé entre les Présidents Chissano du Mozambique et Mandela de la RSA en matière de développement agricole. Le gouverneur de la Province, M. Aires Ali, semble appuyer le projet bien que celui-ci ne semble pas faire l'unanimité des forces politiques et sociales au Mozambique (cf. Article du Citizen du 03/06/96, annexe 5).

5.2. Implication de la Coopération Française :

Le groupe New Technology Development a des relations étroites avec M. Bernard LECLERC Manager, du bureau TELIS en RAS, société privée française liée au Groupe FRANCE TELECOM. A travers ce réseau l'attaché commercial de l'Ambassade de France, Gilles DIRICKX, la CFD à Paris et les missions de la CFD en RAS et en Mozambique, s'intéressent à ce projet. NTD a soumis, en mai 1996, un projet pour un montant d'approximativement 4,5 millions \$ US (dont 2,3 millions d'investissement, et 2,2 millions de fonctionnement sur 3 ans) à la mission de la CFD en RAS.

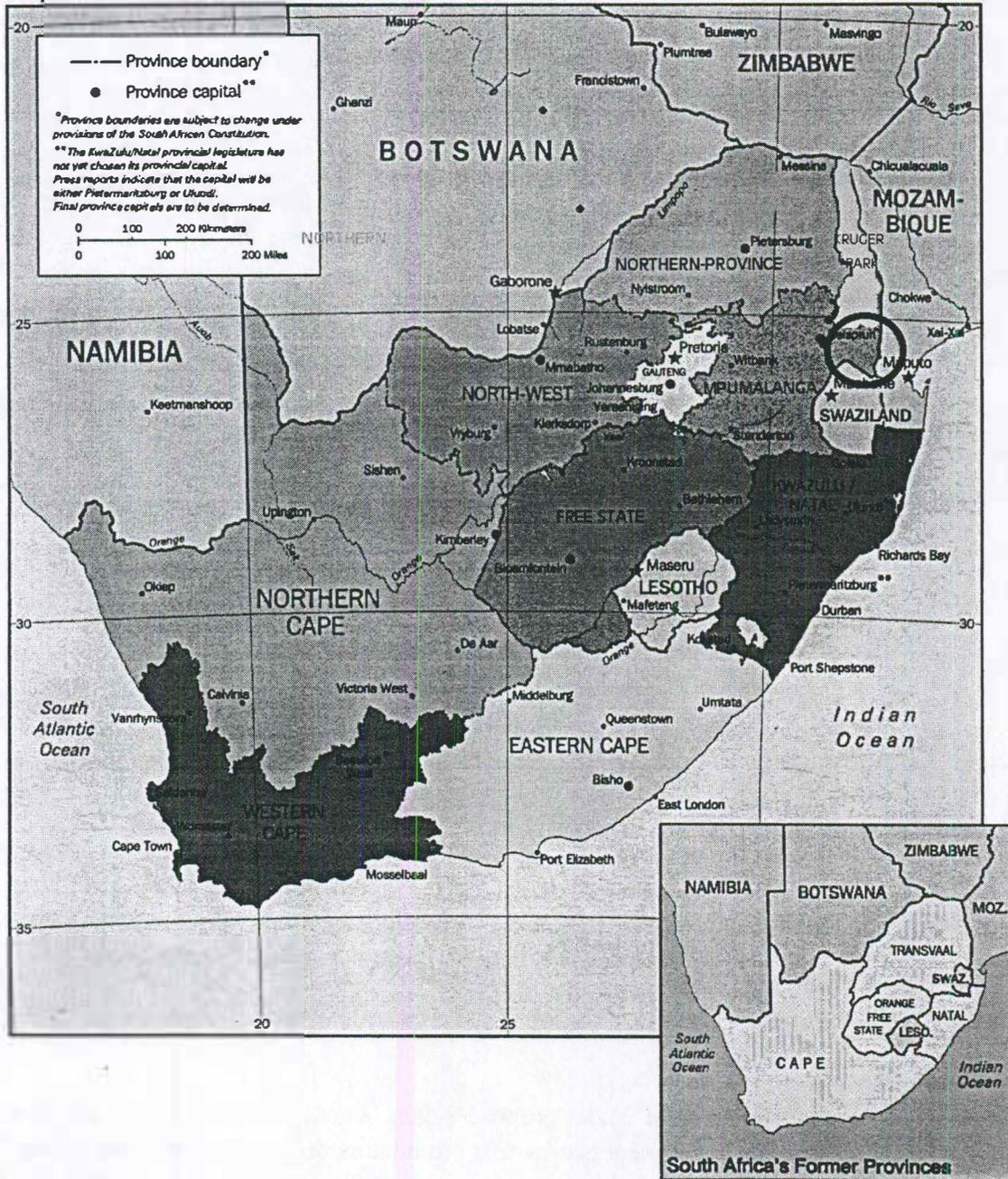
5.3. Avancement :

L'accord cadre qui devait être conclu le 24-05-96 avec le Gouverneur de la Province de NIASSA est encore en instance, en raison d'une prochaine visite officielle du Président du Mozambique à LICHINGA.

En ce qui concerne les missions d'études proposées dans la note GIOVANNETTI du 20-05-96, il nous semble qu'elles sont plus jamais nécessaires. Les promoteurs du projet ne disposent que d'une connaissance très limitée de la zone, où ils n'ont effectué que des visites de très courte durée. Le principal responsable de NTD, Johan NIEMANDT, reconnaît volontiers ce besoin, notamment en ce qui concerne l'ensemble des aspects socio-économiques et politiques de leurs propositions. NTD est très demandeur de ce type d'études, mais ne dispose pour le moment d'aucun moyen financier pour les réaliser.

Carte N° 4 : Situation du projet NKOMALI dans le couloir avec le Mozambique

Republic of South Africa



Les aspects économiques et technologiques de la fabrication de jus de mangue concentré, à partir d'un verger vieux de plus de 20 ans, ainsi que son transport sur plus de 2000 km traversant 4 pays, nécessite évidemment une étude de faisabilité solide.

Nous avons eu nettement l'impression que la mission de la CFD en RAS est favorable pour que les compétences du CIRAD soient mobilisées, ce qui constituerait une opportunité pour pénétrer une zone à réhabiliter dont les potentialités semblent prometteuses.

Hormis cet aspect "opportuniste" pour le CIRAD (dont le leader désigné est CIRAD-FHOR, cf. note J.F. Giovannetti), nous exprimons tout de même nos réserves par rapport à ce projet et ses promoteurs, avec lesquels nous ne partageons ni les mêmes références sur le développement rural en Afrique, ni les mêmes idées sur l'approche à suivre. Nos interlocuteurs du NTD nous ont paru plus des nostalgiques du modèle sud-africain du passé, que des promoteurs d'un développement pour les mozambicains et par les mozambicains. La recherche d'une "nouvelle terre promise" pour les membres du NTD et leurs familles, et dans leur sillage d'autres familles afrikaners, reste l'objectif principal.

Actions à entreprendre : voir tableau 1

6. LE PROJET NKOMAZI (MPUMALANGA = ex-Eastern TRANSVAAL)

6. 1. Description du projet

Les prêts accordés par la CFD/PROPACO à travers la DBSA pour la mise en place de 3 périmètres irrigués dans l'Est du district de NKOMAZI ont présenté pour nous l'occasion de nous faire une idée de l'approche suivie en matière de développement dans cette zone, où la pluviométrie moyenne est de 700 mm/an. Compte-tenu des sommes engagées (55 MF, dont 30 MF déjà accordés), il serait opportun de vérifier si un éventuel accompagnement de ces investissements par une approche R-D est souhaitable, dans le but d'en améliorer l'efficacité. Ainsi nous nous y sommes rendus pour une visite rapide, accompagnés de MM. Nicholas MDAKA du M.D.C (Mpumalanga Development Council = ex-AGRIWANE) et J.P LOYER, Correspondant du CIRAD.

Notre visite s'est limitée au village de LANGELOOP, où 55 exploitants sur une population de plusieurs milliers de personnes, ont été bénéficiaires de 7 ha chacun dans un périmètre irrigué (par aspersion) de 385 ha de canne à sucre au total.

Dans cet ex-bantoustan (KANGWANE), de taille réduite, situé dans la partie de hautes terres dans la zone du couloir avec le Mozambique (cf. Carte N° 4), la DBSA a déjà financé des investissements en périmètres irrigués pour un total de 3500 ha, qui devront atteindre 9540 ha après l'achèvement en 1997, du programme dont 6764 ha attribués à la canne à sucre. Selon L. GOUWS responsable de ces projets au niveau de la DBSA, les ressources en eau d'irrigation ne permettront pas d'autres extensions. Il prévoit un déplacement de la production de la canne à sucre vers la zone avoisinante du Mozambique, où la main d'oeuvre est moins chère (déjà un projet de 100 ha à 500 ha est financé par la CFD). Ainsi, dans le district de NKOMAZI les paysans pourraient diversifier leurs cultures en remplaçant la canne à sucre par l'arboriculture (manguiers, agrumes) et l'horticulture (ou la culture des plantes ornementales, les feuilles de fougères, etc).

M. GOUWS, à l'instar de M. HUMBERT (CFD), estime qu'une approche système est nécessaire pour comprendre les motivations et comportements des producteurs par rapport à cette évolution prévisible.

6.2. Mise en oeuvre

Le principal opérateur technique de la DBSA dans la zone est la société de développement "AGRIWANE" qui, pour des raisons indiquées au chapitre 1, a fusionné avec 3 autres sociétés pour former le MDC (Mpumalanga Development Council), dont le siège à NELSPRUIT, petite ville à l'entrée du couloir. Le MDC sous-traite les travaux de mise en valeur à des entrepreneurs locaux, dont 70 % sont des sociétés gérées par des noirs. Sur le plan institutionnel le montage de ces projets inclut de nombreux partenaires (voir Project Ledger, 1994, cité en annexe 3), dont la SASA (South-African Sugar Association) et le SGDF (Small Growers Development Trust). Le responsable politique est le Ministre de l'Agriculture de la Province de Mpumalanga, l'autorité principale est le CSC (Central Steering Committee) qui travaille à travers des comités de projets, largement dominés par des autorités "tribales". Ces dernières décident sur le choix des attributaires des parcelles irriguées, selon une procédure sous-traitée à un bureau d'études (ACER) spécialisé dans ce type de problèmes et qui appliquent une approche d'observation participative. Dans ce montage, le rôle joué par l'industrie sucrière, représenté par le TSB (Transvaal Suiker Beperk) est une autre déterminante de poids (le président du CSC doit rencontrer le responsable du TSB au moins une fois par semaine).

La capacité des deux usines, le KOMATI et le MALELANE Mill, est respectivement de 47.000 t et de 30.000 t de sucre par an.

Dans le village visité, les 55 attributaires de parcelles sont organisés dans une FARMERS UNION, autour d'un "Energy Center", dirigé par un technicien employé par le MDF. Les décisions sur la conduite de la culture sont prises à ce niveau central, beaucoup de travaux sont menés à l'entreprise, et il nous a semblé que le système mis en place ne laisse que très peu de place à l'initiative et à l'activité individuelle des producteurs.

6.3. Diversification et encadrement agricole

Sur la prévision totale de 9540 ha d'aménagements irrigués, il existe actuellement 1000 ha qui sont utilisés pour d'autres cultures que la canne à sucre : bananes, feuilles de fougères, riz, coton, café, cultures fourragères. Pour quelques autres 1775 ha, le plan de culture n'a pas encore été déterminé.

Dans le village visité, la culture principale traditionnelle est le maïs, tandis que l'élevage bovin occupe apparemment une place importante sur les terres de parcours étendues. Le service vétérinaire fonctionne bien, les animaux étaient en très bon état, mais nos interlocuteurs n'avaient pas d'accès au marché, n'étaient pas organisés et se plaignaient de prix bas. Hormis des activités pour la commercialisation des agrumes, la MDC ne s'occupe pas en direct des problèmes de diversification, ou de l'encadrement des paysans en dehors des périmètres (la filière des feuilles de fougères est montée par une entreprise privée).

Nous avons eu l'impression que l'approche suivie est très sectorielle, on s'occupe beaucoup d'infrastructures (eau, routes, écoles, santé, etc), mais il n'existe pas d'approche globale des exploitations, prenant en compte l'ensemble des activités agricoles familiales ou salariales. D'ailleurs ces dernières continuent d'occuper une place importante dans la vie des gens, grâce à des opportunités d'emploi, aussi bien dans la zone (industrie agro-alimentaire, fermiers blancs à proximité) qu'ailleurs (migration ouvrière comme partout en Afrique du Sud).

Toutefois nos interlocuteurs, dont le président de la "FARMERS UNION" étaient demandeurs d'activités nouvelles, et semblent tous être confrontés à un problème de chômage et/ou de sous emploi dans leurs familles.

6.4. Observations

Une visite aussi courte ne nous a pas permis de répondre de façon sûre à la question sur l'opportunité d'introduire une approche globale de développement des exploitations dans la zone. Cependant, une telle approche nous semble *a priori* pertinente car le développement est encore abordé d'une façon très technique et sectorielle, elle est basée sur le modèle de l'agriculture commerciale des fermiers blancs. Il faudrait savoir par qui, comment et avec quels moyens une approche tenant compte de la complexité des petites exploitations pluri-actives pourrait être introduite. Nos interlocuteurs notamment à la DBSA semblent intéressés, mais pour les convaincre, il serait nécessaire de mener d'abord une étude de faisabilité d'au moins 3 semaines, que la CFD serait prête à financer.

Cette mission devrait alors conduire diverses analyses sur l'organisation des exploitations agricoles et leur environnement institutionnel et économique, notamment :

- la place relative de la canne à sucre dans l'ensemble des activités développées dans les périmètres concernés,
- les différenciations économiques introduites entre les exploitations qui pratiquent ou non la canne à sucre et les phénomènes de régulation induits;
- la participation de la canne à sucre dans l'économie des exploitations agricoles qui la pratiquent : poids sur les résultats économiques et sur l'organisation du travail,
- la relation en terme de complémentarité/opposition entre la canne à sucre et les autres activités développées sur l'exploitation agricole (flux de matière, travail, trésorerie) y compris avec les activités salariées,
- la gestion du foncier,
- la répartition des processus de décisions collectifs et individuels,
- les créneaux de diversification possible,
- la relation entre les autorités traditionnelles des agriculteurs et les institutions impliquées dans le projet,
- les institutions et les processus de régulation de la filière,
- etc.

Ces différents éléments permettraient d'identifier les différentes configurations technico-économiques des exploitations agricoles, d'élaborer des cadres de représentation précis des modes de fonctionnement et d'en apprécier des performances. Cette approche constituerait l'étude *ex ante* à la définition d'un service permanent d'aide à la gestion à la fois des exploitations agricoles, du périmètre irrigué et de la filière canne à sucre. Signalons que des approches de ce type ont été développées par

le CIRAD-SAR dans différentes situations agricoles, notamment sur les systèmes de canne à sucre en petites exploitations.

En accord avec L. HUMBERT des termes de référence pour une telle mission seront soumises pour approbation à la CFD, en même temps que ce rapport de mission.

Le principal objectif de cette étude serait de vérifier si par une approche globale d'exploitation, il est possible de promouvoir la création d'un véritable paysannat noir, dans les zones encore rurales, mais largement dominées par la prolétarisation de toute activité économique, agricole et non agricole. Probablement il faudrait élargir la notion paysannat noir, à celle de petit entrepreneuriat agricole et agro-alimentaire, dans le sens d'une professionnalisation rurale, et en incluant les aspects crédit dès le départ.

Compte tenu du paysage institutionnel existant, il s'agira d'identifier les types d'appuis nécessaires, et les structures susceptibles de les fournir. Si l'étude arrive à la conclusion qu'une telle expérience est faisable à NKOMAZI, et si l'on arrive à convaincre nos partenaires de participer et de financer un montage expérimental d'envergure suffisante, NKOMAZI pourrait servir de banc d'essai pour d'autres zones de développement rural dans les ex-bantoustans de la R.A.S.

Action à entreprendre : voir tableau 1

7 - CSIR (Council for Scientific and Industrial Research)

7.1. Objet des discussions

Nous avons assisté à une réunion informative sur le CSIR, par A du TOIT, en présence de L. HUMBERT (CFD) et J. De MONES (MAE). Depuis peu le CSIR est devenu une société privée, il a un effectif de 3000 personnes ; il est actif dans les domaines HIGH TECH très diversifié, et participe à des projets d'investissement en infrastructures urbaines et rurales en RAS (RDP - Reconstruction and Development Programme). Il dispose aussi d'un bureau AFRIQUE, et même quelques activités dans d'autres pays d'Afrique Australe (SADC countries) et à Madagascar (protection de l'environnement dans la Réserve de MANOMBO) - voir "CSIR Technology Impact, 1995".

Le CSIR ne dispose pas de fonds propres, et serait très désireux de collaborer avec le CIRAD et l'ORSTOM dans des pays africains francophones (Madagascar) et peut-être lusophones (Mozambique). Qualifiés comme "rock bottom countries", le CSIR pense pouvoir y vendre ses savoir-faire, et aurait besoin de nos instituts surtout à cause de notre expérience et nos connaissances politico socio-économiques de ces pays.

L. HUMBERT a observé qu'aucune intervention du CSIR ne pourrait être financée par la CFD sans une collaboration forte du CSIR avec le CIRAD et/ou l'ORSTOM.

M. Du TOIT visitera le CIRAD en Septembre 1996, accompagné de M. J.P LOYER, pendant 2 jours, pour discuter de projets de collaboration commune dans des pays africains autres que la RAS.

Action à entreprendre : voir tableau 1

Conclusion

En guise de conclusion, nous relèverons les observations les plus marquantes du point de vue des perspectives de coopération ouvertes entre les institutions sud africaines et le CIRAD.

Le projet UMTHIZA de l'ARC est une opération concrète de Recherche Développement, qui, compte tenu de l'objectif fixé : intégration de la population agricole noire, est située dans un secteur stratégique. Un grand nombre de chercheurs de haut niveau appartenant à diverses disciplines des sciences agro-biologiques y est associé. La demande de coopération porte sur les sciences humaines et les démarches de recherche action. Des actions communes très rapides peuvent être déjà envisagées par la mise en place d'actions de formation de jeunes chercheurs et de missions d'appui ponctuel. Des actions plus conséquentes pourraient être ensuite envisagées. Ces activités intéressent directement le CIRAD-SAR.

Le projet crédit DBSA est une action en cours auquel le CIRAD-SAR est en principe déjà associé dans le cadre d'une expertise. Des perspectives de coopération à plus long terme pourront éventuellement apparaître ultérieurement.

Le projet Lichinga est une opération dont le montage est relativement compliqué puisqu'il fait intervenir des initiatives privée et publique et cela dans deux pays (RAS et Mozambique), une mission d'étude *ex ante* est tout à fait nécessaire pour évaluer de façon précise la faisabilité technique, sociale et économique du projet d'implantation des activités agro-industrielle et d'appui au développement rural prévues. Le leadership, du côté du CIRAD, est assuré par CIRAD-FLHOR.

Le projet Nkomazi du MDC est une opération de développement rural d'autant plus intéressante qu'elle touche déjà un certain nombre de petits producteurs. La transformation de l'agriculture paysanne autour d'un projet agro-industriel et son organisation progressive pose le problème des mesures d'accompagnement à promouvoir pour en faciliter l'évolution. Une mission d'étude spécifique, relevant de la compétence du CIRAD-SAR devrait permettre d'en apprécier la faisabilité.

Ces différentes perspectives sont néanmoins liées à l'obtention de financements qui, compte tenu des besoins, pourraient être modestes, du moins dans un premier temps.

* *
*

ANNEXE 1

Calendrier de la mission

Dim 02 juin 96	Déplacement P.Kleene: Montpellier-Paris-Franckfurt-Cape Town
Lun 03	Arrivée Cape Town Déplacement à Stellenboch, accueil J. Carstens Réunion avec M Dudley Horner
Mar 04	Déplacement Ph.Bonnal: Montpellier-Paris-Franckfurt-Johannesburg - East London Déplacement P.Kleene : Cape Town-East London Réunion avec W. Burger, B. Hubert, C. Laurent, Enquête dans les communautés proches de East London avec des chercheurs de l'ARC Drs Sue Walker, R.Fowler, P. Madikizela, Z. Gijana Réunion de synthèse Arrivée de Ph.Bonnal à East London Repas avec les chercheurs de l'ARC
Mer 05	Journée : Participation au séminaire sur le projet Umthiza, à la station de recherche à Umthiza Soirée : Repas (ensemble de la délégation et plusieurs chercheurs de l'ARC) avec M. Zola Geleda, Secrétaire Permanent du Département de l'Agriculture et des affaires foncières de la Province d'Eastern Cape
Jeu 06	Visite d'une zone de petite agriculture dans l'ancienne zone du Ciskei Déplacement pour Pretoria Réunion avec Dr. Terblanche, Président de l'ARC Repas chez M. J.Cartens (ensemble de la délégation)
Ven 07	Réunion avec M. M.Bongwa, département de l'Agriculture Réunion à la DBSA avec M. G.J. Richter
Sam 08	Réunion de synthèse, participaient MM. J.Carstens, W. Burger, B. Hubert, C. Laurent, Y. Le Roux, P.A Jayet, M. Benoit Cattin, P. Kleene, Ph. Bonnal
	<i>Fin de la première partie de la mission avec la délégation de l'INRA et du CIRAD-URPA. L'ensemble des contacts et visites suivants ont été faits avec J.P Loyer</i>
Dim 09	Réunion avec MM. J. Niemandt et J. Brand de la NTD, Visite de Soweto
Lun 10	Réunion avec M. L.Grouws (DBSA) projet Nkomasi Réunion avec M. G. Coetzee (DBSA) projet crédit
Mar 11	Réunion à la CFD avec MM. A du Toit (CSIR), J. Mones (MAE), L. Humbert (CFD) Déplacement pour Nelspruit au siège de la MDC, accueil par M.N.Mdaka Déplacement à Nkomali, avec M.Madaka Retour à Pretoria
Mer 12	Réunion avec M. Masiphala M. Mbongwa (Département of Agriculture)

Jeu 13

- Réunion au Poste d'expansion économique de l'Ambassade de France, avec M. J.Laine, (MAE) et M.B. Leclerc (Telis)
- Repas avec M. J. Niemandt et J.Brand (NTD) au siège de GOVNET pour conclusion sur projet Lichinga
- Déplacement : Johannesburg-Francfurt-Paris-Montpellier
- Arrivée Montpellier

ANNEXE 2

PERSONNES RENCONTREES

ARC

MM.	Jons TERBLANCHE	Président (Siège, Pretoria)
	Gabriël S. BREDELL	Vice Président (Siège, Pretoria)
	Willie P. BURGUER	Responsable programme Farming Systems Research & Development (Siège, Pretoria)
	Johan CARSTENS	Responsable unité d'analyse de l'impact sur le développement (Siège, Pretoria)
	Sue WALKER	Responsable de la Département Petite agriculture et développement (Institut du sol, du climat et de l'eau, Pretoria)
	Richard FOWLER	Responsable de l'unité Recherche-Système et Transfert de Technologie, (Institut sur les grains, Pietermaritburg)
	Eric SANDMANN	Responsable du département Ecologie des Insectes (Institut de Recherche sur la Protection des Plantes, Pretoria)

DEPARTMENT OF AGRICULTURE (Pretoria)

M.	Masiphula M. Mbongwa	Directeur du département Programmes et Informations
----	----------------------	-----------------------------------------------------

BDSA (Pretoria)

MM.	G.J(Deon) RICHTER	Directeur Général
	Milla McLACHLAN	Directeur Adjoint du Département Politique et informations
	Gerhard COETZEE	Coordinateur du programme : Développement Rural et Agricole
	Leon GOUWS	Leader du projet: Développement Rural Région Nord

MDC (Nelspruit)

M.	Nicholas MDAKA	Responsable projet Nkomazi
----	----------------	----------------------------

NTD (Pretoria)

MM	Johan NIEMANDT	(Directeur GOVNET)
	Jurie BRAND	

Université de Pretoria

M. Johan VAN ROOYEN Directeur de l'Ecole d'Agriculture et de Développement Rural
Professeur d'Economie Rurale

SALDRU

M. Dudley B. HORNER Directeur

CSIR

M. Albert DU TOIT Responsable du département Relations internationales

TELIS

M. Bernard LECLERC Directeur

CFD (Pretoria)

MM. Georges SERRE Chef de mission
Lucien HUMBERT Sous-Directeur

MAE

MM. Jacques de MONES Attaché de coopération culturelle et Technique
Jacques LAINE Assistant des affaires agricoles, porste d'expansion économique

ANNEXE 3

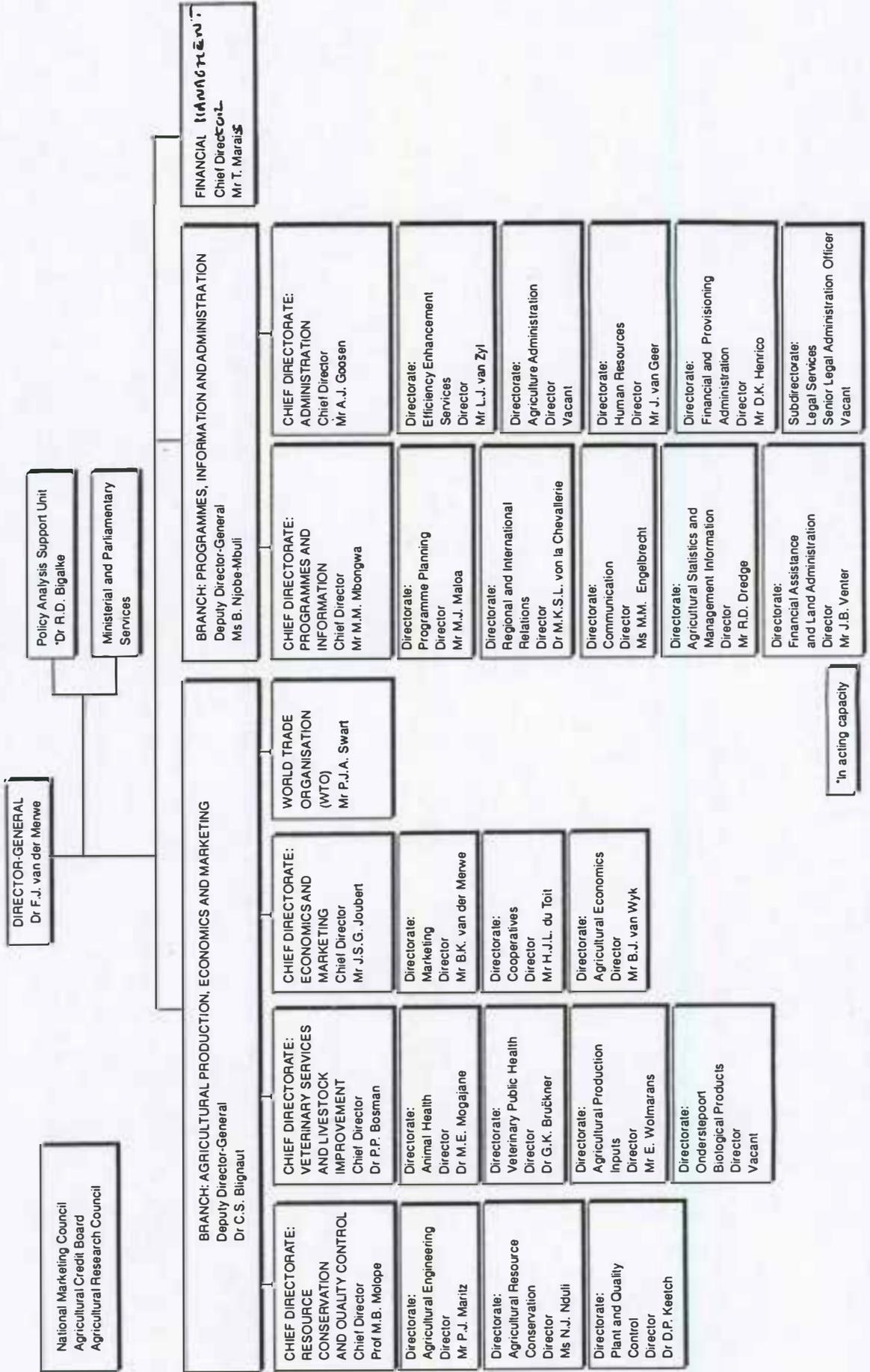
DOCUMENTS COLLECTÉS²

- African National Congress (1994)
The reconstitution and Development Programmes, a policy framework. Umanyano Publications. Johannesburg publications, 147p.
- Bade J.; Pouw B. Vander.; 1996).
Second preparatory mission to South Africa for the formulation of a rural development research programme, International Activities Report. DLO-LEI, The Hague (NL)
- Rooyen J van.; Singini R.; eds.; (1995)
Serving small-scale farmers. An evaluation of the Halfway House (RSA), 268p.
- Mpumalanga Department of Agriculture; (1994)
Project ledger from the Lusedlane tribal authority for the development of the Mfumfane, Mangane and Mbhunu irrigations schemes. Nelspruit (RSA)
- Reconstitution and Development Programme; (1995)
Key indicators of poverty in South Africa. SALDRU. University of Cape Town, SCACS, Pretoria (RSA), 27p.
- Strauss Commission; (1996)
Interim report of the commission of inquiry into the provision of rural financial services. DBSA, Halfway House (RSA), 221p.
- Starkey P.; ed.; (1991)
A harvest of Discontent. The land question in South Africa. IDASA, Mowbray Cape Town (RSA), 274p.
- Maylam P. (1995)
A history of the african people of South Africa : from the early iron age to the 1970s. Croon Helm : London, 248p.
- South African Institute of Race Relations; (1994).
Race Relations Survey 1993/1994. SAIRR, Braamfontein, Johannesburg (RSA), 860 p.
- Gastrow S. (1995).
Who is who in South African Politics number 5. Ravam Press, Johannesburg (RSA), 319p.
_____, (1994)
Agriculture in South Africa. Chris van Rensburg Publications (Pty). Johannesburg (RSA).152p.

² disponibles à CIRAD-SAR, UR ESRU (Ph.Bonnal)

ANNEXE 4

Organigramme du Department of agriculture



Article du Citizen du 03/06/96 sur le projet Lichinga

SA farmers on trek to Mozambique

MAPUTO. — A group of 14 White South African farmers paid a reconnaissance visit to what could become their new home in northern Mozambique in a 1990's version of their ancestors' Great Trek, a Maputo newspaper said yesterday.

The farmers will make the new trek under an agreement signed last

month by the Mozambican President Joaquim Chissano and President Mandela.

The prospective trekkers, mostly Afrikaners, went to look at prime farmland in the spacious and underpopulated province of Niassa, which borders on Tanzania, the weekly Domingo said.

Accompanied by Provincial Governor Aires Ali and by local traditional chiefs, the South Africans

visited the district of Majune, where they assessed the agricultural potential of the Lagenda valley, where they are being encouraged to set up farms.

An area of about 100 000 hectares is available. The Domingo report said some 100 South African farmers are interested in the programme.

The main Mozambican opposition party in Parliament, Renamo, is against the programme, despite

the fact that it received military support from the White South African Government in its 16 year war against Pres Chissano's government.

Mozambican media reports indicate there is considerable support for the programme from Niassa people, who see it as a useful injection of technological support.

In meetings between the South African farmers, the provincial author-

ities and the chiefs, it was agreed that there should be "mutual respect", and that the newcomers should be careful not to offend against traditional customs.

Evidently worried at the racist attitudes that White South African farmers might be carrying, the chiefs asked them to respect the habits of the local people. — Reuters.

In: The CITIZEN 3.06.1996